

Archives

# Bouffe et notation

mardi 8 janvier 2008

Le krach économique et financier débarque dans nos assiettes. Nicolas Sarkozy n'en est pas la cause, mais en faisant croire à ses électeurs qu'il serait « le Président du pouvoir d'achat », il s'est mis le doigt dans l'œil – et le nôtre avec – sans mesurer les conséquences de son arrogance infantile.

Comment devons-nous réagir ? En allant droit aux causes, sans nous laisser distraire par les agitations médiatiques ou journalistiques. Les Français et leurs élus de base – les maires et les conseillers généraux – sauront alors comment expliquer ce qui se passe et sur qui mettre la pression.

Ce qui se passe : l'effondrement du système financier et monétaire international, ouvertement reconnu par celui-là même qui l'a mis en place, l'ancien dirigeant de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan. C'est dans ce contexte déterminant que tout l'agro-alimentaire est tombé sous la coupe des milieux financiers.

D'abord, les spéculateurs jouent à la hausse avec ce que nous mangeons en profitant de la pénurie organisée depuis plus de trente ans. Le « krach », ce n'est pas un mot, c'est un acte derrière lequel se trouvent la City et Wall Street. Ne pas le comprendre, c'est accepter de devenir un idiot, utile ou inutile.

Ensuite, la monopolisation financière : tout le grain produit sur terre est acheté par trois grosses entreprises, Cargill, ADM et Louis Dreyfus. Dans l'industrie de transformation, qui contrôle les denrées de base que nous mangeons, règnent aussi quelques géants : Nestlé et Unilever. Dans la distribution, 8% des achats de nourriture de la planète se font chez Wal-Mart, la multinationale américaine qui casse les syndicats et achète à prix cassés en Chine ou ailleurs.

Enfin, ce sont les 12% négociés sur le marché mondial, là même où se déchaîne la spéculation, qui déterminent le prix de toutes les céréales.

Bref, nous sommes tenus par les tripes.

Et que font Nicolas Sarkozy et son gouvernement sur cette question fondamentale ? Rien. François Fillon nous a balancé le 10 octobre que « la réforme de l'Etat supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'Etat sur son territoire ». Il va faire noter ses ministres par des cabinets privés habituellement chargés de mesurer l'efficacité des multinationales, avec des indicateurs de résultats à court terme et financiers (on appelle cela « rentabilité »).

On ne croyait pas pouvoir faire pire qu'avant, on y est : les eunuques remplacent les énarques, les avocats d'affaires du pouvoir servent leurs clients riches et célèbres, le Président vole en Bolloré et dort en Abou Dhabi alors que le système s'effondre.

Nous ne voulons pas que ce soit nous avec. Affamés de justice et de vérité, nous exigeons une vraie protection économique et sociale, avec un nouveau Bretton Woods. Nous en avons assez de

la cour du roi Pétaud ! Disons tout haut que le roi est nu et montrons comment sortir du royaume cathodique, avec des idées et le courage d'affronter les coupables – de Londres jusqu'aux Londoniens d'Amérique et de Paris-Euronext.

---